

Nouvelles locales du mardi 29 avril 2014

@rib News, 29/04/2014 ĩ Politique - La date du 29 avril rappelle la disparition tragique du dernier monarque burundais Ntare V - Charles Ndzizeye (photo) tué au camp militaire de Gitega le 29 avril 1972. Il s'ensuit des tueries sans noms et jusqu'au présent ni les historiens, ni les politiciens ne s'accordent pas sur la qualification de ce qui s'est passé. Les uns l'appellent génocide hutu alors que les autres parlent de massacres mixtes des hutus et de tutsi. Les associations militant pour le respect des victimes des telles tragédies demandent que l'histoire du Burundi soit écrite de la même manière afin que les petits enfants de ce pays la lisent et la comprennent de la même façon. Elles demandent aussi la mise en place d'une CVR qui est crédible afin que ce qui a été fait soit lucide.

Le professeur Venant Bamboneyeho trouve que la patrie devient longue sans que la vérité soit connue au moment où chacun la dit comme il veut. Il trouve qu'une commission internationale neutre enquêterait devrait être mise en place pour enquêter sur ce qui s'est passé. Il voit aussi que l'aspect juridictionnel de la recherche de la vérité doit être privilégié puisque c'est bien lui qui permettra de remettre les choses en ordre. Les témoins de la tragédie de 1972 encore en vie dans la commune Rumonge de la province Bururi demandent eux aussi que l'histoire du Burundi soit bien écrite pour que les générations futures sachent ce qui s'est passé en 1972 et lors des autres incidents qui ont endeuillé le pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - L'AMEPCI Girubantu demande que les familles de victimes puissent enterrer les leurs en dignité. Le président de cette association trouve que lors des évènements de 1972, certaines familles ont été obligées de ne pas faire le deuil puisque les personnes qui venaient d'être tuées étaient considérées comme des traîtres (abamenja). Aloys Batungwanayo estime donc que la coutume burundaise devrait être respectée en la matière. Quant au FOCODE, il demande que la journée du 29 avril soit fériée. Le président de ce forum estime que les crimes innombrables ont été commis et que cette date a continué de nous hanter comme un fantôme de telle sorte que les évènements de 1972 ont toujours été une référence des autres évènements qui ont suivi même en 1993. Si cette journée est originaire en un jour férié, cela permettra de prendre conscience et de réfléchir sur ce qui s'est passé comme on le fait pour la journée de Ndayaye et celle de Rwagasore. Quant à la Fraternité Ishaka, elle estime les responsables du camp de Gitega où le roi Ntare V sont encore en vie et peuvent donner des explications à ce sujet afin que ce dernier monarque du Burundi soit dignement enterré. [rpa/bonesha/isanganiro] - La CENI a tenu une réunion ce mardi avec les Gouverneurs de provinces et les Directeurs provinciaux de l'enseignement pour terminer la cartographie électorale de 2015 et cette réunion a vu la participation des représentants des partis politiques. Selon le président de cette commission, les centres de vote doivent être répertoriés afin de les publier et de les porter à la connaissance de la population dans les meilleurs délais. Les représentants des partis politiques ont soulevé leurs inquiétudes quant à la distribution des cartes d'identité qui peut uniquement être faite aux membres du parti CNDD-FDD qui disposent des administrateurs. Pierre Claver Ndayicariye a répondu que les politiciens doivent sensibiliser leurs membres afin qu'ils cherchent cette pièce avant les élections puisqu'il est, selon lui, incompréhensible que la population cherche cette carte à l'approche des élections. Ils ont aussi demandé à la CENI de tout faire pour que le climat soit apaisé dans ces jours où des éléments du parti au pouvoir sont pointés du doigt pour avoir reçu des armes ou d'apprendre le maniement des armes en RDC. Ils ont aussi demandé la vigilance citoyenne pour que les étrangers ne votent pas comme il en a été le cas en 2010. [bonesha/rtr] - FOCODE a organisé ce mardi un atelier concernant la sensibilisation sur le rôle des jeunes dans les élections. Selon le président de ce forum, les jeunes doivent être bien encadrés afin de s'adonner à des activités de développement au lieu de s'affronter sur terrain. Selon Pacifique Nininahazwe, il est déplorable que des jeunes, vivant sur une même colline ou un même quartier, s'affrontent à cause de leur idéologie partisane qui diffère alors qu'après cela, ils seront amenés à vivre ensemble. Les représentants jeunes du CNDD-FDD, du Frodebu Nyakuri et du MRC Rurenzangemero admettent que les jeunes sont manipulés par les politiciens. Ils ont demandé que les politiciens cherchent la satisfaction de leurs intérêts sans passer par des actes ignobles des jeunes. Ils ont demandé en outre que les jeunes aient plus d'autonomie en cette matière afin qu'ils puissent agir comme ils l'entendent. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Le porte-parole de l'ADC-Ikibiri à l'étranger a communiqué de presse pour s'exprimer sur le vote du projet de loi sur la CVR que les députés issus du CNDD-FDD viennent de voter en l'absence des autres députés siégeant à l'assemblée nationale. Pancrace Cimpaye trouve que la vérité ne peut pas être donnée par cette commission qui sera mise en place par le seul parti CNDD-FDD qui a des comptes à rendre dans les évènements qui ont secoué le Burundi. Il trouve que ce sera une commission de tous les dangers qui ne parviendra jamais à donner la lumière sur ce qui s'est passé. Il fait aussi remarquer que la justice burundaise est devenue un rouleau compresseur contre certains membres des partis politiques de l'opposition afin de les empêcher de se présenter lors des élections prochaines. Ainsi, il demande que les politiciens incarcérés soient libérés et que les poursuites soient abandonnées. Il demande aussi à l'ONU de suivre de près ce qui se fait et qu'elle aide pour que des conditions dignes de ce nom soient instaurées pour le bon déroulement des élections de 2015. Si tel n'est pas le cas, il voit que les conditions pour une bonne tenue des élections ne sont pas réunies. [rpa] ĩ Sécurité - Les habitants du centre urbain de Rugombo dans la province Cibitoke se lamentent que la police ne vient pas à leur secours lorsque des bandits les attaquent. Ces lamentations interviennent au moment où la nuit de ce lundi, des bandits ont dévalisé 4 kiosques de ce centre à la 8ème avenue et sont partis avec toutes les marchandises qu'ils contenaient avant de s'enfuir. Ils demandent que la police soit présente des endroits cibles des bandits pour que de tels incidents ne se répètent plus. La police quant à elle estime qu'elle essaie d'intervenir aussitôt que la population le demande, mais que le manque de moyens logistiques peut entraîner un retard. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr] ĩ Sociétés - La police a interdit, sur ordre du maire de la ville de Bujumbura, une marche pacifique de soutien à la liberté de la presse organisée par les journalistes dans le cadre de la commémoration de la journée internationale de la liberté de la presse qui sera célébrée le 3 mai prochain. Les journalistes des différents médias tant publics que privés s'entendent pour se réunir à 8h30 à la place de l'indépendance pour marcher jusqu'à la maison de la presse dans le but de...

lancement de la semaine d'œuvres aux cérémonies de célébration de cette journée. Mais, la police leur a interdit de faire cette marche après leur avoir montré une interdiction de marcher qui vient de la mairie de Bujumbura. Saidi Juma a en effet estimé que la lettre en provenance de l'UBJ lui est parvenue ce lundi et que par conséquent, le délai idéal n'est pas respecté. Le président de l'UBJ estime de sa part qu'il s'agit d'un prétexte. Alexandre Niyungeko a été transmis vendredi de la semaine dernière. Selon lui, c'est un comportement déplorable de la part du maire de la ville alors que le Burundi était en train de faire des pas en matière de liberté de la presse. Il précise aussi que depuis 2010, la marche a été organisée et qu'il n'y avait pas encore eu de problèmes. Il se demande ainsi qui est le maire de la ville pour casser un programme organisé par un ministre. Le représentant du ministre de la communication au sein du comité d'organisation de cette célébration trouve de son côté qu'il y a eu une incompréhension. J'ai su que les membres de l'UBJ ont dépassé la commission puisque selon lui, c'est cette commission qui devrait présenter la lettre. Il ajoute aussi que la marche peut être organisée demain ou après demain.

[rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr] A